

Message Text

PAGE 01 NATO 04717 01 OF 02 041701Z

45

ACTION EUR-25

INFO OCT-01 ISO-00 EURE-00 SS-15 NSC-10 CIAE-00 PM-07

INR-10 L-03 NEA-10 NSAE-00 PA-03 RSC-01 PRS-01 SPC-03

USIA-15 TRSE-00 MBFR-04 SAJ-01 ACDA-19 IO-15 LS-01

DRC-01 /145 W

----- 014797

P R 041555Z OCT 73

FM USMISSION NATO

TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 1943

SECDEF WASHDC PRIORITY

INFO AMEMBASSY BONN

AMEMBASSY LONDON

AMEMBASSY PARIS

US MISSION EC BRUSSELS 3332

C O N F I D E N T I A L SECTION 1 OF 2 USNATO 4717

E.O. 11652: GDS

TAGS: PFOR, NATO

SUBJECT: ATLANTIC RELATIONS: PERMREP DE ROSE'S COMMENTARY ON
FRENCH DRAFT DECLARATION OF THE 15

REF: A) USNATO 4698; B) USNATO 4699

THERE FOLLOWS ORIGINAL TEXT OF FRENCH PERMREP DE ROSE'S
COMMENTARY ON THE FRENCH DRAFT DECLARATION OF THE 15 (REFTELS)
WHICH HE CIRCULATED DURING OCTOBER 3 NAC. TEXT OF COMMENTARY WAS
CIRCULATED TODAY, OCTOBER 4, FOLLOWING REPORTED REDRAFTING BY
DE ROSE OF ACTUAL SPEAKING NOTES WHICH HE USED DURING NAC. FRENCH
DELEGATION ADVISES US INFORMALLY THAT ANOTHER REASON FOR DELAY
WAS NEED TO SECURE PARIS APPROVAL OF FINALIZED TEXT. FRENCH CLEARLY
CONSIDER COMMENTARY AN IMPORTANT POLICY STATEMENT. INFORMAL
MISSION TRANSLATION FOLLOWS SEPTTEL.

PERMREP DE ROSE'S COMMENTARY:

CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 04717 01 OF 02 041701Z

BEGIN TEXT:

LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA FRANCE A DECLARE QU' EN
ETABLISSANT LE DOCUMENT INTITULE "PROJET DE DECLARATION A 15

SUR LES RELATIONS ATLANTIQUES" LES AUTORITES FRANCAISES AVAIENT ETE GUIDEES PAR LE SOUCI DE PROPOSER UN TEXTE QUI PUISSE ETRE CONSIDERE COMME LA BASE DE LA POLITIQUE QUE LES ALLIES DEVRAIENT SUIVRE DANS LES ANNEES A VENIR POUR ASSURER LEUR SECURITE. CECI REPONDAIT A LA SUGGESTION FAITE PAR M. KISSINGER DANS SON DISCOURS D'AVRIL DERNIER. IL NE S'AGISSAIT DONC PAS D'ETABLIR UN DOCUMENT CIRCONSTANTIEL, IL FALLAIT DONNER A NOS PAYS LE SENTIMENT DE LA PERMANENCE DU LIEN QUI NOUS UNIT ET AUSSI CELUI DE LEUR ENGAGEMENT DANS UNE CERTAINE POLITIQUE QUI EXIGE DES EFFORTS. LES AUTORITES FRANCAISES AVAIENT EGALEMENT CHERCHE A ETABLIR UN DOCUMENT QUI SOIT ACCEPTABLE POUR LES 15. SI CE TEXTE DEVAIT RECEVOIR SA SANCTION OFFICIELLE A L'OCCASION D'UN EVENEMENT AUSSI SOLENNEL QU'UNE REUNION DU CONSEIL PROVOQUEE PAR LA VISITE DU PRESIDENT DES ETATS-UNIS, IL PARAISSAIT PREFERABLE QU'IL N'ENREGISTRE QUE CE QUI FAIT L'OBJET D'UN ACCORD ENTRE NOUS.

LES AUTORITES FRANCAISES ESPERAIENT QUE LES ALLIES RECONNAITRAIENT LE GROS EFFORT QUE CE DOCUMENT ATTESTAIT POUR REJOINDRE LEURS PREOCCUPATIONS.

NATURELLEMENT LA PRESENTATION DE CE TEXTE NE CHANGEAIT RIEN A LA POSITION DE LA FRANCE A L'EGARD DE L'INTEGRATION, NI AUX MODALITES DE NOTRE COLLABORATION AVEC L'ALLIANCE, MAIS SI CE QUE PROPOSAIT LE DOCUMENT FRANCAIS ETAIT ACCEPTE, LA DECLARATION ENREGISTRerait NOTRE ACCORD SUR CE QUI EST ESSENTIEL A LA SECURITE DE LA DEFENSE COMMUNE. ENFIN LE SOUCI DES AUTORITES FRANCAISES AVAIT ETE DE PRESENTER UN TEXTE QUI NE CONTIENNE AUCUNE NOTE AGRESSIVE OU POLEMIQUE, MAIS UN TEXTE QUI PARLE A L'OPINION LE LANGAGE DE LA VERITE MEME ET SURTOUT SI CE N'EST PAS CELUI DE LA FACILITE.

LE REPRESENTANT FRANCAIS EN VENAIT ENSUITE AUX EXPLICATIONS QU'IL SOUHAITAIT DONNER SUR LE TEXTE LUI-MEME. CERTAINS DE MES COLLEGUES NOTERAIENT DES EMPRUNTS A LEURS PROPRES SUGGESTIONS, C'ETAIT NORMAL, BEAUCOUP D'IDEES ETANT COMMUNES. MAIS CE QUE LE DOCUMENT DEPOSE VISAIT A APPORTER C'ETAIT UNE CONTINUITE DE RAISONNEMENT QUI LUI PARAISSAIT DONNER FORCE ET COHESION A TOUS CES ELEMENTS.
CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 04717 01 OF 02 041701Z

LES IDEES ETAIENT DONC LES SUIVANTES:

A) - LES ETATS-UNIS ET L'UNION SOVIETIQUE NE SONT VULNERABLES QU'AUX ARMES STRATEGIQUES. OR L'EQUILIBRE ENTRE LES SYSTEMES D'ARMES DE CES DEUX PUISSANCES ETABLIT DANS LEURS RELATIONS UNE TRES GRANDE STABILITE. AU CONTRAIRE L'EUROPE ETAIT VULNERABLE A UN CONFLIT NUCLEAIRE TACTIQUE, A UN CONFLIT CONVENTIONNEL ET MEME SI ELLE DEVAIT NE PAS SE SENTIR PROTEGEE, A LA PRESSION POLITIQUE. C'EST CE QUI FAIT DIRE QUE LE PROBLEME DE LA DEFENSE DE L'EUROPE ACQUIERT UNE SPECIFICITE CROISSANTE.

B) - BIEN LOIN DE DIMINUER LA SOLIDARITE DES ALLIES CETTE SITUATION AU CONTRAIRE NE CHANGE RIEN A L'ESSENTIEL, C'EST A DIRE QUE POUR LA SOLUTION DE CE PROBLEME SPECIFIQUE LE CONCOURS

DES ETATS-UNIS EST IRREMPLACABLE ET IL N'EST PAS ACTUELLEMENT
D'ALTERNATIVE A LA SECURITE QU'ASSURENT DES FORCES NUCLEAIRES
DES ETATS-UNIS BASEES EN AMERIQUE OU EN EUROPE.

MAIS DE CETTE SITUATION DECOULENT CERTAINES OBLIGATIONS
ET CONSTANTATIONS:

A) POUR LES EUROPEENS DONT L'IMPORTANT DE L'EFFORT DANS LE DOMAINE
CONVENTIONNEL ETAIT RAPPELE, IL IMPORTAIT QU'ILS S'ENGAGENT A
APPORTER LA CONTRIBUTION NECESSAIRE AUX MAINTIEN DE LA DEFENSE
COMMUNE A UN NIVEAU CAPABLE D'ASSURER LA DISSUASION.

CONFIDENTIAL

PAGE 01 NATO 04717 02 OF 02 041836Z

45
ACTION EUR-25

INFO OCT-01 ISO-00 EURE-00 SS-15 NSC-10 CIAE-00 PM-07

INR-10 L-03 NEA-10 NSAE-00 PA-03 RSC-01 PRS-01 SPC-03

USIA-15 TRSE-00 MBFR-04 SAJ-01 ACDA-19 IO-15 LS-01

DRC-01 /145 W
----- 015599

P R 041555Z OCT 73
FM USMISSION NATO
TO SECSTATE WASHDC PRIORITY 1944
SECDEF WASHDC PRIORITY
INFO AMEMBASSY BONN
AMEMBASSY LONDON
AMEMBASSY PARIS
US MISSION EC BRUSSELS 3333

C O N F I D E N T I A L SECTION 2 OF 2 USNATO 4717

REF: A) USNATO 4698; B) USNATO 4699

M. DE ROSE INVITAIT AUSSI SES COLLEGUES A NOTER QUE SES
AUTORITES PROPOSAIENT DE DIRE QUE L'EVOLUTION DE LA C.E.E.
VERS L'UNITE POLITIQUE DEVRAIT AVOIR LE MOMENT VENU UN EFFET
FAVORABLE SUR LA CONTRIBUTION DES PAYS MEMBRES AUX PROBLEMS DE
DEFENSE DE L'EUROPE. CE N'ETAIT LA QU'UNE ALLUSION, IL ETAIT
IMPOSSIBLE D'EN DIRE PLUS AUJOURD'HUI. MAIS DANS UN DOCUMENT VALABLE
POUR UNE LONGUE PERIODE, CETTE INDICATION PARAISSAIT UTILE.

ENFIN LE ROLE DISSUASIF PROPRE DES FORCES MUCLEAIRES DE LA FRANCE
ET DE LA GRANDE BRETAGNE ETAIT MENTIONNE. CETTE MENTION
ETAIT UTILE, D'ABORD PARCE QU'ELLE ETAIT VRAIE, ENSUITE PARCE
QUE DEUX DOCUMENTS AMERICAINS AVAIENT DEJA EXPRIME CETTE IDEE
AU COURS DES 18 DERNIERS MOIS ECOULES, LA PREMIERE ETANT

L'EXPOSE DE POLITIQUE ETRANGERE DU PRESIDENT EN DATE DU 9
FEBRIER 1972, ET LA SECONDE LE PROJET DE DECLARATION QUE
M. KISSINGER AVAIT REMIS A PLUSIEURS DE SES COLLEGUES AU DEBUT
DE L'ETE. LA REDACTION ETAIT TELLE QU'ELLE NE DEVAIT
CONFIDENTIAL

PAGE 02 NATO 04717 02 OF 02 041836Z

PAS AUTORISER LES NEGOCIATEURS SOVIETIQUES AUX SALT A EN FAIRE
ETAT POUR RECLAMER L'INCORPORATION DES FORCES BRITANNIQUES ET
FRANCAISES DANS LEURS CALCULS.

C) - EN CE QUI CONCERNE LES ETATS UNIS LE PROJET PROPOSE
DE CONSTATER QUE L'ENJEU D'UN CONFLIT SERAIT, A TRAVERS LA
DISPARITION DE L'INDEPENDANCE DE L'EUROPE, LA DOMINATION
DE MONDE. CECI JUSTIFIAIT L'affirmation QUE LES FORCES
AMERICAINES SONT EN EUROPE, POUR LA PROPRE DEFENSE DES ETATS-
UNIS COMME POUR CELLE DE LEURS ALLIES EUROPEENS. LES DIRIGEANTS
AMERICAINS L'AVAIENT PLUSIEURS FOIS DECLARE. LA PROPOSITION
ETAIT DESTINEE A L'EXPLICITER.

EN CONSEQUENCE LE PROJET DE DECLARATION ENREGISTRAIT CETTE
NECESSITE DE LA PRESENCE DES FORCES AMERICAINES EN EUROPE,
L'affirmation PAR LE GOUVERNEMENT DE WASHINGTON QU'IL N'ACCEPTERA
AUCUNE PRESSION EXTERIEURE QUI EXPOSERAIT L'EUROPE A PERDRE
SA LIBERTE ET L'ENGAGEMENT DU MAINTIEN DES EFFECTIFS AMERICAINS
EN EUROPE AU NIVEAU NECESSAIRE POUR ASSURER LA DISSUASION ET LA
CAPACITE DE DEFENDRE LA ZONE DE L'ATLANTIQUE NORD SI LA
DISSUASION ECHOUAIT.

EN OUTRE UNE REFERENCE ETAIT PROPOSEE A L'ACCORD EMERICANO-
SOVIETIQUE DU 22 JUIN 1973. LES COLLEGUES QUI AVAIENT ETE PRESENTS
A L'ENTRETIEN DE SAN CLEMENTE EN RECONNAITRAIENT L'ORIGINE.
LE DOCTEUR KISSINGER AVAIT ALORS DECLARE QU TANT LE PRESIDENT QUE
LUI-MEME AVAIENT DIT AVEC LA PLUS GRANDE NETTETE A LEURS
INTERLOCUTEURS SOVIETIQUES QU'EN CAS DE CONFLIT L'ACCORD SUR
LA PREVENTION DE LA GUERRE NUCLEAIRE SERAIT CADUC ET QUE
LES ETATS-UNIS SERAIENT LIBRES D'EMPLOYER TOUTES LES ARMES
NECESSAIRES POUR LEUR DEFENSE ET CELLE DE LEURS ALLIES.
IL S'AGISSAIT DE FAIRE CONNAITRE AUX OPINIONS QUI AVAIENT PU
MAL INTERPRETER CET ACCORD QU'IL VISAIT A EMPECHER TOUTE
GUERRE MAIS NON A FIXER LES REGLES ET LES LIMITES SUIVANT
LESQUELLES UN CONFLIT SERAIT CONDUIT.

ENFIN LE DOCUMENT COMPORTAIT UN DERNIER
POINT RELATIF A LA DOCTRINE DE DEFENSE. IL ETAIT BIEN
CONNU QUE C'ETAIT UN POINT DE DIVERGENCE ENTRE LA FRANCE ET SES
ALLIES: LA FORMULE PROPOSEE, EN DECLARANT QUE TOUS LES MOYENS
NECESSAIRES SERAIENT EMPLOYES POUR EMPECHER UN ADVERSAIRE
CONFIDENTIAL

PAGE 03 NATO 04717 02 OF 02 041836Z

EVENTUEL D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS QU'IL CHERCHERAIT A OBTENIR

EN DECLANCHANT UN CONFLIT, DONNE AU CONCEPT DE DEFENSE UNE FINALITE POLITIQUE PLUTOT QU'OPERATIONNELLE. ELLE PARAISSAIT SUSCEPTIBLE D'ETEINDRE LA QUERELLE ET PERMETTAIT LES AJUSTEMENTS QUI SERAIENT ULTERIEUREMENT NECESSAIRES. CELA N'IMPLIQUAIT PAS RALLIEMENT DE SES AUTORITES AU POINT DE VUE DES ALLIES NI DEMANDE A CEUX-CI DE CHANGER D'AVIS.

TELLES ETAIENT LES EXPLICATIONS QUE LE REPRESENTANT DE LA FRANCE AVAIT VOULU DONNER SUR CE QUE DISAIT LE TEXTE. IL LUIS RESTAIT ENCORE A S'EXPLIQUER SUR CE QU'IL NE DISAIT PAS. IL S'AGISSAIT ESSENTIELLEMENT DU PROBLEME DES REDUCTIONS DE FORCES ET DE CELUI DU PARTAGE DU FARDEAU. IL NE SEMBLAIT PAS QUE LA MENTION DE CES PROBLEMES D'ACTUALITE ETAIT SOUHAITABLE DANS UN DOCUMENT QUI, DESTINE A ETRE VALABLE POUR LONGTEMPS, NE DEVAIT PAS ETRE CIRCONSTANTIEL. IL AVAIT DIT POUR QUELLES RAISONS SES AUTORITES S'ETAIENT PLACEES DANS LA PERSPECTIVE D'UN DOCUMENT A 15 ET NON DANS CELLE DE PLUSIEURS DOCUMENTS, L'UN A 15 D'AUTRES A 14. CELA DIT SI LES AUTRES GOUVERNEMENTS ESTIMAIENT NECESSAIRE DE MENTIONNER CES PROBLEMES, LE SIEN NE POURRAIT QUE S'INCLINER MAIS SANS S'Y ASSOCIER.

IL TERMINA EN RAPPELANT QUE, PARLANT DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE AU MOIS DE JUIN DERNIER, LE MINISTRE FRANCAIS DES AFFAIRES ETRANGERES AVAIT INDIQUE QUE LE PROBLEME DE LA DEFENSE DE L'EUROPE SERAIT A L'ARRIERE PLAN DES DISCUSSIONS QUI AURAIENT LIEU CETTE ANNEE EN EUROPE ET HORS D'EUROPE.

DE NOMBREUX GOUVERNEMENTS S'ETAIENT INTERROGES SUR LE SENS DE CETTE REMARQUE. LE DOCUMENT QUE LE GOUVERNEMENT FRANCAIS VENAIT DE SOUMETTRE A L'EXAMEN DE SES ALLIES REPONDAIT POUR UNE LARGE PART A CETTE INTERROGATION.".

END TEXT

RUMSFELD

CONFIDENTIAL

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 02 APR 1999
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: n/a
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Draft Date: 04 OCT 1973
Decaption Date: 01 JAN 1960
Decaption Note:
Disposition Action: RELEASED
Disposition Approved on Date:
Disposition Authority: garlanwa
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment: 25 YEAR REVIEW
Disposition Date: 28 MAY 2004
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1973NATO04717
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: n/a
Enclosure: n/a
Executive Order: 11652 GDS
Errors: n/a
Film Number: n/a
From: NATO
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1973/newtext/t19731064/abqcecmty.tel
Line Count: 253
Locator: TEXT ON-LINE
Office: n/a
Original Classification: CONFIDENTIAL
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 5
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: CONFIDENTIAL
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: A) USNATO 4698; B) USNATO 4699
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Authority: garlanwa
Review Comment: n/a
Review Content Flags:
Review Date: 13 JUL 2001
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review History: RELEASED <13-Jul-2001 by thigpegh>; APPROVED <18-Sep-2001 by garlanwa>
Review Markings:

Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
30 JUN 2005

Review Media Identifier:
Review Referrals: n/a
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: ATLANTIC RELATIONS: PERMREP DE ROSE'S COMMENTARY ON FRENCH DRAFT DECLARATION OF THE 15
TAGS: PFOR, NATO
To: STATE
SECDEF INFO BONN
LONDON
PARIS
US MISSION EC BRUSSELS
Type: TE
Markings: Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 30 JUN 2005

